



Examen en Conseil des ministres de la nouvelle loi sur les hydrocarbures : pour le professeur Chems-Eddine Chitour «ce n'est pas le moment».

Par [Chems Eddine Chitour](#) et [Radio Algérie](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2019

[Radio Algérie](#) 13 octobre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Pétrole,Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

La loi de Finance de 2020, celle remaniée concernant les hydrocarbures, la levée des restrictions sur les investissements étrangers et celle relative à la levée de l'interdiction d'importation de véhicules de moins de 3 ans, figurent parmi les points appelés à être examinés, ce dimanche, par la Conseil des ministres.

Commentant, en particulier, la discussions portant sur l'adoption ou non de la nouvelles loi sur les hydrocarbures, le Professeur Chems Eddine Chitour considère que « n'est pas le moment », ajoutant qu'elle « n'a pas lieu d'être », parce que, commente-t-il, elle engage l'avenir du pays tout entier.

S'exprimant, aujourd'hui, à l'émission l'Invité de la rédaction de la chaine 3 de la Radio Algérienne, le directeur du laboratoire de valorisation des hydrocarbure à l'Ecole polytechnique d'Alger explique que l'énergie ne représente qu'un sous-ensemble d'une stratégie globale visant à développer le pays, alors que d'après lui « nous n'en prenons pas le chemin ».

Notant que le déficit financier de l'Algérie se creuse d'année en année, se situant, cette année, autour des 68 à 70 milliards de dollars, l'intervenant observe que, d'ici 2021 à 2022, « nous serions à cours », le prix du baril de brut, prévient-il, ayant peu de chance de regagner des sommets pour permettre de rééquilibrer le budget.

Le Professeur Chitour constate, d'autre part, que si le pays en est arrivé à ces extrémités, c'est parce que, dit-il, il a perdu sa « faculté d'innovation » et de savoir faire, « bradés » à partir des années 80, notamment des suites des importations débridées, au détriment de la production nationale, pour, dit-il, « gagner la paix sociale ».

Pour celui-ci, « il est impossible » d'être financièrement à l'aise, d'ici deux à trois années, avec comme finalité, prévient-il, un « retour au FMI » et ses conséquences de « négation du social ».

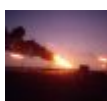
Enfonçant le clou, l'invité note que les hommes politiques « ne disent pas la vérité » aux Algériens, notamment en les prévenant que « nous allons droit dans le mur », que l'Etat vit au dessus de ses moyens et que nous avons une mentalité de pays riche, alors qu'on « n'invente rien ».

Commentant, par ailleurs, le projet de levée d'importation de véhicules de moins de 3 années, le professeur Chitour rappelle, qu'alors que le monde va vers une « neutralité carbone », nous, « nous y allons ».

Tout comme l'erreur relative aux activités de montage de véhicules à demeure, dans lesquelles, rappelle-t-il, sont impliquées « 15 constructeurs », il aurait été préférable, selon lui, lui, d'avoir importé des véhicules en l'état qui auraient coûté 1,8 milliards de dollars, au lieu « des 3,5 milliards de dollars ».

La solution aurait consisté, commente-t-il, à mettre « tout à plat », à « définir une stratégie pour savoir où veut-on aller ». L'Algérien, ajoute-t-il, a d'abord besoin d'une politique des transports. Si des nationaux, poursuit-il, possèdent de 6 à 7 millions de véhicule, une grande majorité parmi eux attendent toujours qu'on veuille développer une telle politique.

Lire également l'article du Prof. Chitour :



[Algérie - La loi des finances et la loi sur les hydrocarbures: Une fuite en avant dangereuse](#)

La source originale de cet article est [Radio Algérie](#)

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#) et [Radio Algérie](#), [Radio Algérie](#), 2019

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#) et [Radio Algérie](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca